

JUSTIFIABLE

Des violations des droits de l'homme engendrées par une discrimination systématique à l'encontre des Aborigènes

Index AI : AI 12/08/96

Embargo : vendredi 29 mars à 02h00 GMT

Le système judiciaire australien continue d'être extrêmement défavorable aux Aborigènes, a déclaré Amnesty International lors d'une conférence de presse qui se déroule aujourd'hui (vendredi 29 mars), à Sydney.

Une délégation de l'Organisation, qui se trouve en Australie depuis le début du mois de mars, a constaté que les Aborigènes australiens risquaient toujours plus que quiconque d'être arrêtés et incarcérés, et de mourir en détention. Pour Amnesty International, les mauvais traitements et les arrestations arbitraires s'inscrivent dans un climat de discrimination systématique à l'encontre des Aborigènes.

« Nous sommes consternés de constater le peu de progrès réalisés dans ce domaine depuis la dernière visite de l'Organisation, en 1992 », a déclaré Heinz Schurmann-Zeggel, chercheur d'Amnesty International pour l'Australie. Il ajoute : « Le système australien de justice pénale rend les Aborigènes particulièrement vulnérables aux traitements cruels, inhumains et dégradants. Le taux élevé de décès d'Aborigènes en détention est également dû à une forte surreprésentation de cette catégorie de la population dans les prisons australiennes. »

« Un adolescent aborigène court un risque 18 fois plus élevé de se retrouver en prison ou dans un centre de détention pour jeunes délinquants que les autres adolescents australiens. »

Depuis leur arrivée en Australie au début du mois, les délégués ont été informés, presque chaque jour, de mauvais traitements infligés par des policiers. Ils ont également reçu des informations selon lesquelles la police continuait de harceler et d'intimider les familles qui n'acceptent pas les explications officielles sur le décès d'un de leurs proches en détention, et qui demandent qu'une enquête supplémentaire soit menée.

L'équipe d'Amnesty International a signalé que certains prisonniers avaient dû porter des entraves pour les pieds et les jambes, des menottes et des chaînes jusqu'à vingt-quatre heures par jour, pendant plusieurs jours d'affilée.

Elle rapporte le cas d'un Aborigène agressé par quatre policiers, qui a été blessé à la tête par les coups de matraque qu'il a reçus. Plus de vingt-six mois après le dépôt d'une première plainte à ce sujet, le Director of Public Prosecutions (DPP, équivalent du procureur général) a déclaré qu'il existait des éléments prouvant que l'un des policiers aurait dû être inculpé de coups et blessures. Cependant, pour des raisons de procédure, le policier ne pouvait plus être inculpé.

Les délégués de l'Organisation ont par ailleurs souligné que des Australiens non aborigènes étaient également harcelés et maltraités par des policiers. Amnesty International suit le cas de Stephen Wardle, mort dans une prison de l'est de Perth, en 1988. Depuis son décès, ses proches n'ont cessé d'être harcelés par les policiers, qui ont fouillé leur domicile à plusieurs reprises en leur absence, ainsi que celui d'une tante et celui de l'avocat de la famille.

La délégation d'Amnesty International a constaté que des progrès avaient été réalisés, dans certains domaines, depuis la visite qu'elle avait effectuée dans ce pays en 1992. Les conditions de détention se sont améliorées ainsi que, dans certaines localités, les relations entre les Aborigènes et la police. Selon les délégués, cependant, la situation des droits de l'homme en général reste préoccupante, particulièrement en ce qui concerne la mise en œuvre des recommandations formulées en 1991 par la

Commission royale d'enquête sur les morts d'Aborigènes en détention.

Les délégués de l'Organisation doivent rester en Australie jusqu'au 30 mars 1996. Ils se sont rendus dans des grandes villes, des villes régionales et des localités éloignées pour y rencontrer des victimes de violations des droits de l'homme, des représentants d'organisations non gouvernementales et d'établissements scolaires, de hauts responsables de la police, des ministres et d'autres responsables gouvernementaux.